

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

N° 346 / Octobre 2021

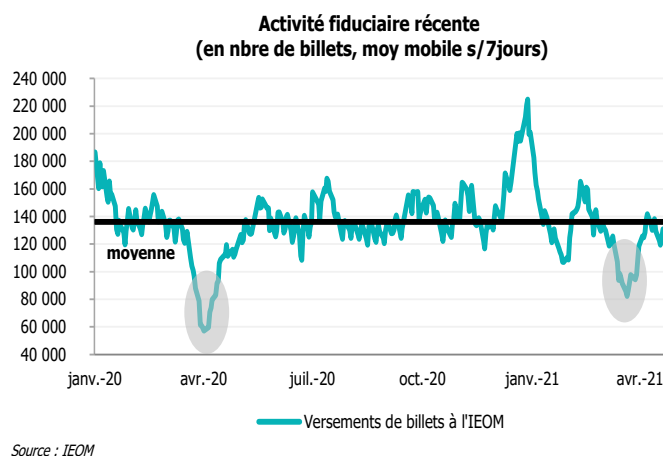
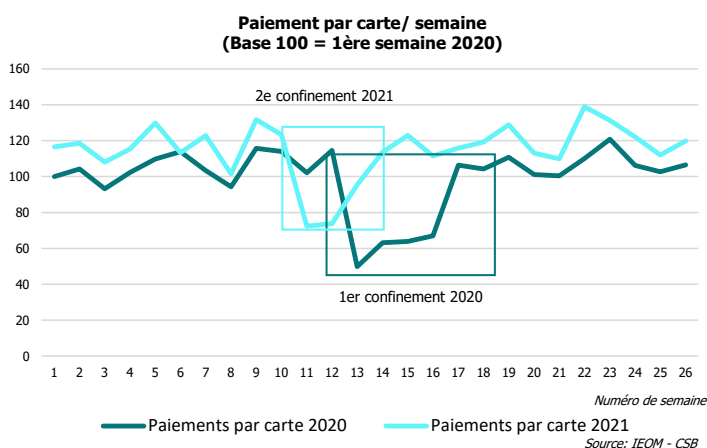
IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19 SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

DES IMPACTS MOINS SIGNIFICATIFS SUR LA PREMIÈRE PARTIE DE L'ANNÉE 2021

L'évolution de la situation financière des ménages et des entreprises fait apparaître des impacts **moins significatifs de la crise sanitaire sur la 1^{re} partie de l'année 2021**. L'épargne financière des ménages affiche une hausse modeste et l'endettement des entreprises a peu progressé.

Dernières ces chiffres, l'importance des mesures de soutien mises en œuvre (Fonds de solidarité, chômage partiel, report de cotisations, report d'échéances, Prêt garanti par l'État (PGE)) joue un rôle majeur, permettant une certaine **résilience globale de l'économie, même si des disparités existent**.

D'autres statistiques montrent également qu'entre le 1^{er} confinement strict (du 24 mars au 20 avril 2020) et le 2^e (du 8 mars au 4 avril 2021), les acteurs économiques calédoniens se sont adaptés et préparés. S'agissant des paiements par cartes bancaires, la chute des transactions a été plus contenue, de l'ordre de la moitié, lors du 2^e confinement. Une tendance également constatée à travers l'activité fiduciaire au guichet de l'IEOM qui a enregistré une baisse d'environ 25 % lors du confinement de 2021, contre quasiment le double l'année précédente. Par ailleurs, la sortie du confinement en avril 2021 a été suivie d'une normalisation quasi immédiate des transactions alors qu'elle avait pris plus de temps en 2020. L'étude CEROM¹ visant à estimer le coût de la crise en termes de pertes nettes d'activité a fait ce même constat, évaluant des taux d'activité plus élevés en 2021 qu'en 2020.



¹ Cf <https://www.cerom-outremer.fr/nouvelle-caledonie/publications/etudes-cerom/la-crise-sanitaire-s-installe-en-2021-avec-des-effets-dont-la-nature-change.html>

Hausse modérée de l'épargne financière des ménages

L'encours des placements financiers des ménages comptabilisés dans les banques locales a progressé de 4,5 Mds XPF au 2^e trimestre 2021, après +2,7 Mds XPF au trimestre précédent, soit une hausse de 7,2 Mds depuis le début de l'année 2021. Cette variation trimestrielle est trois fois moins importante qu'au 2^e trimestre 2020 (+13,5 Mds XPF), marqué par le 1^{er} confinement. Elle est toutefois bien supérieure à la moyenne enregistrée avant la crise sanitaire (+1 Md XPF en moyenne de 2017-2019). Les encours de dépôts à vue concentrent l'essentiel de la hausse trimestrielle globale des encours avec +4,1 Mds XPF au 2^e trimestre 2021. Ils avaient progressé deux fois plus au 2^e trimestre 2020 (+8,4 Mds XPF). Les placements rémunérés progressent peu globalement, mais avec des évolutions très contrastées selon les supports : la hausse significative de l'encours d'assurance-vie sur le trimestre (+2,8 Mds XPF) est ainsi en grande partie compensée par la baisse de l'encours des comptes sur livret et des comptes à terme (-1,2 Md XPF chacun). Au 1^{er} trimestre 2021 l'encours d'assurance-vie ayant progressé de presque 5 Mds XPF, la variation de l'encours sur le 1^{er} semestre a été multipliée par trois par rapport à la moyenne sur la période 2017-2019, ce qui témoigne d'arbitrages en faveur de ce support en euro.

Parallèlement, les encours de crédits augmentent de 3,5 Mds XPF au 2^e trimestre 2021 (après -1,0 Md au trimestre précédent). Ils avaient progressé assez sensiblement sur la seconde partie de l'année 2020 (+16 Mds XPF), traduisant le regain de vigueur des dépenses de consommation et d'investissement des ménages. Sur 2021, les encours de crédits des ménages sont principalement tirés par l'habitat dont les variations trimestrielles (+3,0 Mds XPF, au 2^e trimestre 2021 et +2,2 mds XPF au trimestre précédent) se sont assez nettement redressées depuis la seconde partie de l'année 2020, même si elles restent inférieures à la variation trimestrielle moyenne sur 2017-2019.

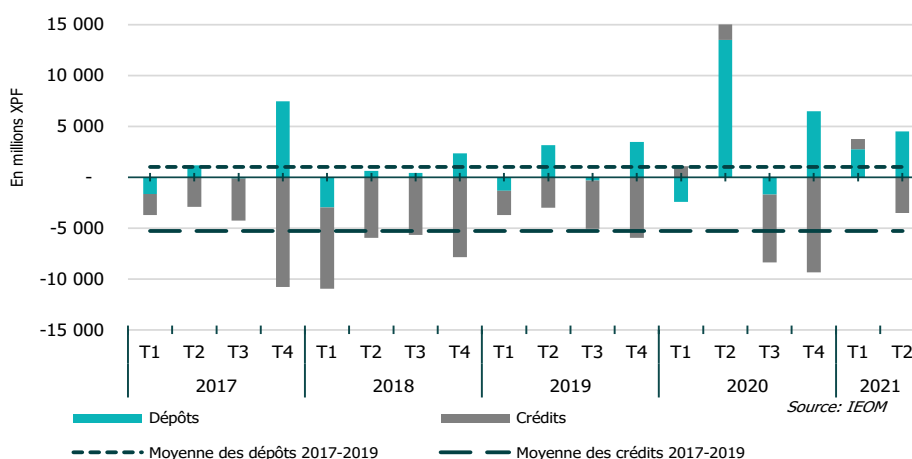
Au final, avec une variation des encours de placements financiers plus importante que celle des crédits, l'épargne financière des ménages progresse en 2021 (+ 1,0 Md XPF au 2^e trimestre après + 3,7 Mds XPF au trimestre précédent). Elle avait baissé au 2^d semestre 2020 (-11,3 Mds XPF). Cette épargne financière est toutefois bien moins significative qu'au 2^e trimestre 2020 à la suite du 1^{er} confinement (+15 Mds XPF). En cumul depuis début 2020 (début de la crise sanitaire), l'épargne financière augmente de 7,3 Mds XPF.

Ménages <i>Millions XPF</i>	Encours					Variation trimestrielle*							
	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	2020			2021		Moyenne trimestrielle		
						T2	T3	T4	T1	T2	2017-2019	2020	2021
Placements financiers (1)	441 189	439 477	445 965	448 711	453 218	13 496	-1 712	6 489	2 746	4 506	1 016	3 958	3 626
Dépôts à vue	150 071	150 824	153 025	152 875	156 942	8 370	753	2 201	-151	4 067	878	3 154	1 958
Placements rémunérés	291 118	288 652	292 940	295 837	296 276	5 126	-2 465	4 288	2 896	440	138	804	1 668
<i>Dont contrats d'assurance-vie</i>	138 477	141 066	146 386	151 281	154 073	1 746	2 589	5 320	4 895	2 792	1 320	1 646	3 843
Crédits bancaires bruts (2), dont	427 840	434 492	443 852	442 855	446 386	-1 679	6 652	9 360	-997	3 531	5 287	3 311	1 267
Consommation	60 999	63 476	65 386	62 358	63 106	-1 043	2 477	1 910	-3 029	748	120	418	-1 140
Habitat	363 656	367 815	375 128	377 312	380 236	-550	4 158	7 314	2 183	2 924	5 242	2 894	2 554
Autres	3 184	3 201	3 337	3 186	3 044	-86	16	137	-151	-142	-76	-1	-147
Épargne financière (1) - (2)						15 175	-8 364	-2 871	3 743	976			
Épargne financière cumulée depuis début 2020						13 823	5 459	2 588	6 331	7 306			

*La somme des variations trimestrielles peut différer de la variations d'encours en raison d'effets de valorisation

Source: IEOM

Placements financiers et crédits des ménages (Variation trimestrielle)



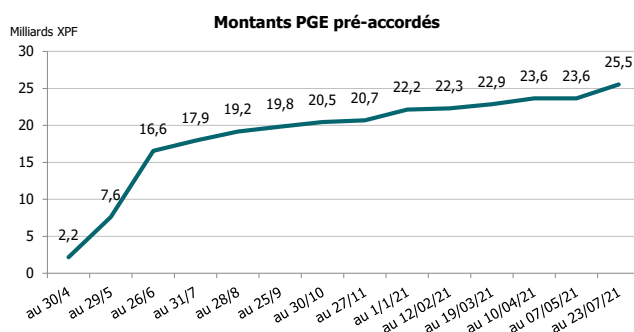
Source: IEOM

L'endettement des entreprises progresse peu

La dette brute des entreprises augmente légèrement au 2^e trimestre 2021, avec un encours en hausse de 1,6 Md XPF, après +1,0 Md XPF au 1^{er} trimestre 2021. En 2020, elle avait progressé de plus de 5 Mds XPF au 2^e trimestre et de 16 Mds XPF sur la 2^{de} partie de l'année du fait des octrois de PGE. Ces derniers ont été relativement peu sollicités sur le 1^{er} semestre 2021, même à la suite du 2^d confinement. Les crédits d'exploitation concentrent toujours l'essentiel des demandes, alors que les crédits d'investissement sont atones.

La trésorerie des entreprises progresse de 31,0 Mds XPF au 2^e trimestre 2021 (après une chute de 10,6 Mds XPF au 1^{er} trimestre), en raison d'un dépôt à vue exceptionnel.

La **dette nette (dette brute-trésorerie)** des entreprises diminue donc de 29,4 Mds XPF au 2^e trimestre 2021. En cumul depuis mars 2020 la baisse est de -12,8 Mds XPF, contre une hausse +12,3 Mds XPF au 2^e trimestre 2020. Sans ce dépôt exceptionnel, la hausse de la dette nette depuis mars 2020 serait 15 Mds XPF.



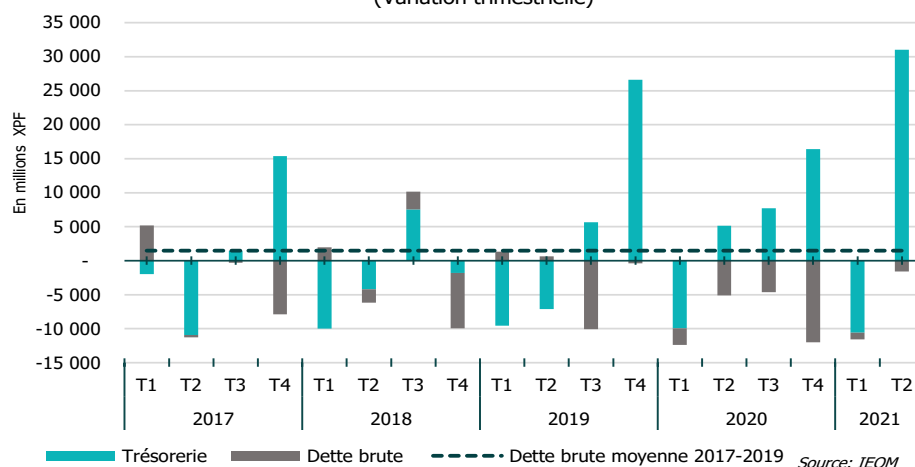
Source : MINEFI

Entreprises	Encours					Variation trimestrielle*					Moyenne trimestrielle		
	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	2020			2021		2017-2019	2020	2021
						T2	T3	T4	T1	T2			
<i>Flux trimestriels non cvs en millions XPF</i>													
Trésorerie (1)	236 877	244 591	260 979	250 366	281 371	5 143	7 714	16 388	-10 613	31 005	920	4 824	10 196
Dépôts à vue	191 295	201 885	210 762	200 430	227 239	14 661	10 590	8 878	-10 332	26 809	2 215	6 163	8 239
Dépôts rémunérés	45 583	42 707	50 217	49 936	54 132	-9 519	-2 876	7 510	-280	4 195	-1 295	-1 338	1 957
Dette brute (2), dont	356 611	361 263	373 288	374 274	375 885	5 103	4 652	12 025	987	1 610	1 452	6 061	1 299
Crédits d'exploitation	91 233	93 682	101 460	100 567	102 350	5 084	2 448	7 779	-893	1 783	699	3 809	445
<i>Dont PGE**</i>						14 397	3 280	2 310	1 498	1 887			
Crédits à l'investissement	191 718	193 840	197 815	197 135	196 987	-1 033	2 122	3 975	-680	-148	369	1 777	-414
Autres crédits	73 660	73 741	74 013	76 573	76 548	1 053	81	272	2 560	-25	384	475	1 268
Dette nette (2) - (1)						-39	-3 063	-4 363	11 599	-29 394			
Dette nette cumulée depuis 2020						12 371	9 309	4 946	16 545	-12 849			

*La somme des variations trimestrielles peut différer de la variations d'encours en raison d'ef. ** accordés et non nécessairement décaissés

Source : IEOM

Trésorerie et dette brute des entreprises (Variation trimestrielle)



Source : IEOM

Note de lecture : les variations de dettes apparaissent en signe inversé. Une variation négative correspond à une hausse de l'endettement